UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Promotion des investissements, aide au développement et croissance économique au Burundi, pp. 269-290,

NIYONGABO Gilbert

2014-06

UB, Cahiers du CURDES

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/620

NIYONGABO Gilbert, Promotion des investissements, aide au développement et croissance économique au Burundi, pp. 269-290, Cahiers du CURDES n° 14, Juin 2014.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS, AIDE AU DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BURUNDI

Université du Burundi, FSEA-CURDES, B.P 1049,
Bujumbura-Burundi
Dr. NIYONGABO Gilbert

Résumé.

Le Burundi a fait le pari de devenir un 'top reformer' dans la région de l'Afrique de l'Est pour attirer des investissements dans le pays. Il a presque fait une bataille rangée pour se hisser dans le bon classement du Doing Businessman et parfois les efforts faits pour établir les guichets uniques dans la création des entreprises, l'octroi des permis de construire ou l'obtention de titres de propriété semblent porter ses fruits. Le classement fait annuellement lui donne raison. Et pourtant, malgré une politique agressive de promotion des investissements, le Burundi a de la peine à voir sa croissance décoller et doit supplier les bailleurs externes pour accroître l'aide au développement. Le but de cet article est d'analyser l'impact des politiques économiques et de la création d'un environnement économique sur la croissance économique. La croissance économique reste la plus faible dans la région et la question qui se pose est de savoir pourquoi les stratégies prises ne donnent pas les résultats escomptés. Faut-il mettre en cause la qualité des institutions ou celle de l'aide comme responsables de politiques économiques ainsi engagées ?

Mots clés : Croissance économique, Aide au développement, Investissements.

Introduction

Depuis quelques temps, le Burundi fait presque une bataille rangée pour se hisser dans le bon classement du Doing Business et parfois les efforts faits pour établir les guichets uniques dans la création des entreprises, l'octroi des permis de construire ou l'obtention des titres de propriété semblent porter ses fruits. Malgré cette politique agressive de promotion des investissements, le Burundi a de la peine à voir sa croissance décoller et reste à la merci de l'aide au développement. Le but de cet article est d'analyser l'impact des politiques économiques et de la création d'un bon environnement économique sur le volume des investissements et le développement économique.

Par ailleurs, il faut noter par référence aux modèles de croissance endogène (Romer, 1986 et 1990), l'impact des investissements sur la croissance économique est évident. Il reste à savoir comment certains pays parviennent à attirer et mobiliser les capitaux plus élevés que d'autres. En prenant un peu de recul, en s'inspirant ou extrapolant la publication de Balassa (1985), certains auteurs comme Dollar (1992), Edwards (1998, 2004) démontrent l'efficacité des politiques d'ouverture commerciale et financière sur la croissance économique grâce

notamment à l'afflux des capitaux et au relèvement de la productivité des facteurs de productions. Le progrès technologique est alors associé à l'ouverture commerciale.

Partant de l'histoire récente, ce papier a pour objectif d'analyser l'effet des différentes politiques visant l'ouverture commerciale et la mobilisation des capitaux sur le développement économique du Burundi. L'accord de paix de 2000, les différentes mobilisations de l'aide ont – elles amélioré la gouvernance et partant la politique économique de ce pays ?

Sans entrer dans les détails de chaque question, cette analyse propose trois sections importantes : la revue de la littérature est présentée de manière succincte dans la première section ; la deuxième section présente les données utilisées, et la troisième section qui présente les estimations économétriques et les résultats, et enfin une conclusion.

1. Revue de la littérature

Le Burundi a pris conscience du rôle bénéfique de l'investissement tant sur le plan économique que social. En 1986, dans le but d'alléger le fardeau de la dette publique et promouvoir le commerce extérieur, le pays a adopté à l'instar de la plupart des pays en développement (PVD) les programmes d'ajustement structurel sous la supervision du FMI et de la Banque Mondiale avec des résultats visibles au début de la

décennie 1990. Malheureusement, dès 1993 la mise en place du processus démocratique a été un échec et s'est suivie d'une guerre civile qui a duré près de dix ans. Il a fallu attendre les accords de cessez-le-feu d'Arusha en 2000 et le retour des institutions issues des élections en 2005 pour une remise en place des programmes de développement économiques cohérents.

Sur le plan théorique, selon Romer (1986,1990), les modèles de croissance endogène démontrent que les progrès technologiques issus des investissements volontaires constituent le moteur de la croissance économique. En outre, le modèle de croissance proposé par Solow et Swan (1956) avait déjà démontré que le taux d'épargne constituait le régulateur de la consommation des ménages jusqu'au point optimal correspondant à l'état stationnaire ou régulier de la croissance économique. Par conséquent, la théorie économique a donné une explication valable basée sur les innovations et la recherche pour faire face aux rendements décroissants du capital en considérant que la question du financement n'était pas posée au moins à long terme.

Or, dans la plupart des pays en développement, il a fallu attendre la phase d'industrialisation suivie d'une baisse des coûts de transport pour appliquer des politiques d'ouverture commerciale et de mobilisation du capital étranger. Selon O'Rourke et

Williamson (1999), la baisse des coûts de transport et le taux d'ouverture sont observés du 19ème siècle jusqu'en 1913 et après la 2ème guerre mondiale. Toutefois, ces faits historiques ne peuvent pas se généraliser sur tous les continents.

En effet, la croissance économique observée dans les pays de l'Asie du Sud-Est est déterminée une combinaison de politiques d'ouverture et de mobilité des capitaux étrangers. Dans la plupart des cas, il s'en suit une délocalisation des firmes multinationales qui recherchent des coûts faibles notamment ceux de main d'oeuvre. Selon Rodriguez et Rodrik (2000), il est même difficile de dire que les pays ouverts ont des taux de croissance élevés ou si ce sont les pays en avance technologique qui se permettent de s'ouvrir au monde extérieur pour faire valoir leur taux de productivité élevée. En réalité, la croissance économique est aussi bien corrélée avec les progrès technologiques qu'avec les taux d'ouverture commerciale et financière.

Sur le plan du financement du développement, la plupart des pays en développement sont, à l'instar du Burundi, dans une situation de faible taux d'épargne avec des besoins énormes à financer. Le contexte socio-politique du Burundi, un pays qui sort d'une guerre civile et d'une instabilité politique avec une pauvreté extrême élevée, le pousse à adopter des politiques de

réduction de pauvreté dans le cadre des engagements internationaux en matière d'aide publique au développement.

En effet, le consensus mondial de Monterrey (2000) a fixé l'objectif de recueillir une aide équivalente à 0,7% des PIB provenant des pays de l'OCDE en faveur des pays pauvres qui sont appelés à améliorer leurs modes de gouvernance. Selon l'analyse Burnside et Dollar (2001), l'efficacité de l'aide dépend des types de politiques économiques menés par les pays bénéficiaires. Si les politiques sont bonnes c'est que l'aide sera aussi efficace. Ainsi, l'aide au développement est en général assortie presque d'une double conditionnalité pour la rendre plus efficace que l'on retrouve dans la Déclaration de Paris (2005) ou dans les documents de politique nationale (CSLP-II, 2012 ; Vision 2025).

Sur le plan historique, les accords aboutissent à une mobilisation des ressources financières tout en considérant le commerce comme le moteur développement. La Déclaration de Rome (2003) va réaffirmer la volonté d'éradiquer la pauvreté, soutenir un développement durable et va se consacrer à l'harmonisation des politiques et procédures dans le but d'améliorer l'efficacité de l'aide et atteindre les objectifs du millénaire. Plus récemment, la Déclaration de Paris (2005) va revenir sur les efforts à consacrer pour améliorer l'efficacité de l'aide avec des indicateurs précis et des objectifs à atteindre pour 2010. Le plan

d'Accra (2008) et le partenariat de Busan (2011) ont évalué les résultats atteints avec un constat de l'urgence de l'aide en faveur des Etats fragiles avec une aggravation de la pauvreté et l'émergence du groupe de pays à revenus intermédiaires. Au-delà des priorités de développement, l'obligation des résultats s'impose ainsi que la redevabilité réciproque.

Bien souvent l'aide est justifiée par le statut d'Etat fragile ou de pays pauvre très endetté (PPTE) pour permettre une mobilisation de flux de financiers en faveur du développement ou de la réduction de la pauvreté. Pourtant l'aide reste dépendante des institutions politiques des pays bénéficiaires. La Banque a mis au point une méthode d'évaluation appelée Country Policy and Institutional Assessments (CPIA) ou l'Evaluation de la Politique et des Institutions Nationale (EPIN). La combinaison des indicateurs établis permet de déterminer le financement que la Banque Mondiale (IDA) est prête à accorder à un pays. L'EPIN est constitué de quatre grands critères importants à savoir la gestion économique, les politiques structurelles, la politique d'inclusion sociale et d'équité ainsi que la gestion du secteur public et institutions. Les quatre grands critères sont composés de 16 composantes principales. De tous ces critères, le deuxième portant sur les politiques structurelles porte sur le commerce, le secteur Financier et l'Environnement Légal des Affaires. De manière générale, les deux premiers décrivent la politique économique tandis que les deux derniers

présentent l'environnement juridique et répartition des ressources. De ces critères le Burundi obtient un score régulier de 3.0 ou 3.1 points sur 6 (le plus élevé), les quatre autres pays de l'EAC sont à 3.8 points de moyenne en 2010 et se situent bien au dessus du tout dernier africain, le Zimbabwe, qui ne dépasse guère les 2.0 points. Par conséquent, le Burundi obtient plus de ressources financières que le Zimbabwe de la part l'IDA et moins que le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya ou la Tanzanie. Par ailleurs, le FMI a établi des indicateurs pour analyser les performances des principaux bailleurs. Quatre critères sont établis comprenant en tout 31 indicateurs dans lesquels il y a lieu de retrouver aussi bien la maximisation de l'efficacité que la transparence dans le décaissement. En général, les institutions internationales comme la BAD, l'IDA ou le FIDA se retrouvent avec des scores élevés tandis que les donateurs bilatéraux comme les Usa, la Suisse, la Belgique et les agences du système des nations unies ont des scores très faibles.

En fin de compte, en recoupant les critères d'évaluation des pays bénéficiaires de l'aide au développement et ceux des donateurs, il est possible d'établir la qualité de l'aide reçue et pas forcément son volume.

En conclusion, la qualité des institutions politiques des pays bénéficiaires détermine l'aide obtenue, celle-ci permet d'une manière ou d'une autre à son tour d'améliorer la qualité des

politiques économiques et partant l'environnement légal des affaires. En fin de compte, c'est grâce à l'amélioration de cet environnement légal que le pays atteint un volume élevé des investissements et partant de leur financement. Au début de la décennie 1990, beaucoup d'auteurs comme Mauro (1995), Levine et Easterly (1997) ou encore Sachs et Warner (1995) vont établir une corrélation positive entre la qualité des institutions politiques, l'investissement et la croissance économique.

2. Faits stylisés de l'investissement et de la croissance économique

Depuis quelques temps, le Burundi enregistre des progrès relatifs dans l'amélioration du climat des affaires et a créé l'Agence de Promotion des Investissements (API) dans le but de faciliter la création d'entreprises et relever les défis qui se posent aux investisseurs. Le classement proposé par la Banque Mondiale, le Doing Business permet de prévoir une variation des investissements dans un sens ou dans un autre.

En effet, selon Doing Business (2013) qui range les pays selon le climat des affaires, sur les 183 pays classés, le Burundi est passé de la 172ème place à la 159ème entre 2012 et 2013 et cela en vertu de la facilité offerte de créer des entreprises au Burundi en 24 heures. Au niveau de la création des entreprises, le Burundi est classé 28ème sur l'échiquier mondial mais accuse des retards

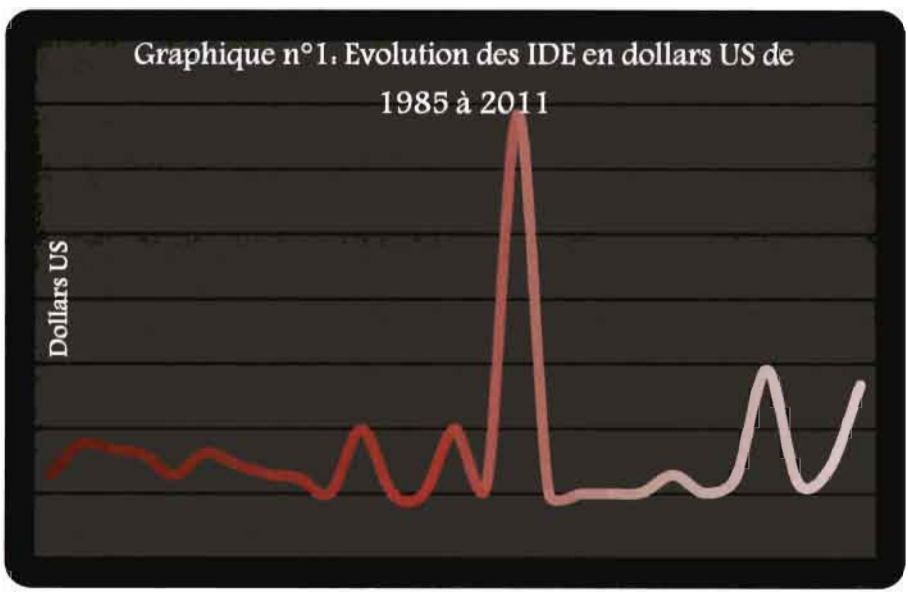
pour les raccordements à l'électricité, à l'obtention des permis de construire et au temps imparti pour l'accord d'un prêt. Au cours de l'année 2013 et en vue d'améliorer le score obtenu dans le classement du Doing Business, le Burundi a multiplié des guichets notamment au niveau des permis de construire et dans l'obtention des titres. En réalité, l'API essaie de suivre les composantes du classement du Doing Business pour améliorer le climat des affaires. Ainsi le tableau suivant montre bien des résultats évidents, en 2014, les résultats qui viennent de paraître montrent que que le Burundi a encore gagné des places en se classant 140ème mondiale, devant la Tanzanie. Le raccordement à l'électricité reste un obstacle au climat des affaires, ainsi que le paiement des impôts, l'obtention des prêts et l'exécution des contrats. Il faut noter que le rapport de Transparency International donne une toute autre image du Burundi sur la corruption (165ème place sur 176 en 2013)

Tableau n°1 : Classement du Burundi dans le Doing Business 2012 et 2014.

Composantes du classement	DB 2012 Classement	DB 2013 Classement	DB 2014 Classement
Classement du pays	172	159	140
Création d'entreprise	99	28	27
Octroi de permis de construire	166	141	126
Raccordement à l'électricité	163	164	161
Transfert de propriété	143	127	152
Obtention de prêts	165	167	170
Protection des investisseurs	46	49	34
Paiements des impôts	131	137	143
Commerce transfrontalier	177	177	175
Exécution des contrats	174	175	177
Règlement de l'insolvabilité	160	161	164

Source : IFC/World Bank, Doing Business, Economy Rakings, 2013.

Malgré toute son importance, le classement du Doing Business ne peut que déterminer de manière indirecte le volume des investissements obtenus par le Burundi. En observant de près les publications récentes, force est de constater que le volume des investissements étrangers directs (IDE) n'occupe qu'une place faible à côté de l'Aide publique en faveur de l'Etat Burundais.



Source : WB, World Development Indicators, 2013.

En termes de volume, les IDE ne dépassent guère 4 millions de dollars américains, à l'exception de la période 1999-2001 où à la fin de l'embargo, un transfert a dû être fait pour le compte des exportations et probablement classé dans le compte des investissements directs.

Ainsi, même si l'année 2012 a vu le volume des dons diminuer, il faut noter par exemple que le montant des dons est de 87,5 milliards Fbu pour les appuis budgétaires et les dons projets s'évaluent à 411, 9 milliards. La conférence des bailleurs du Burundi tenue à Genève entre le 29 et le 30 Octobre 2013 a tablé sur un montant de 2,6 milliards de dollars US à financer sur la période 2012 -2015 du CSLP-II. Comparé aux recettes fiscales, le volume des aides publiques se situe à la même hauteur, ce qui permet de financer le budget de l'Etat à près de 50%.

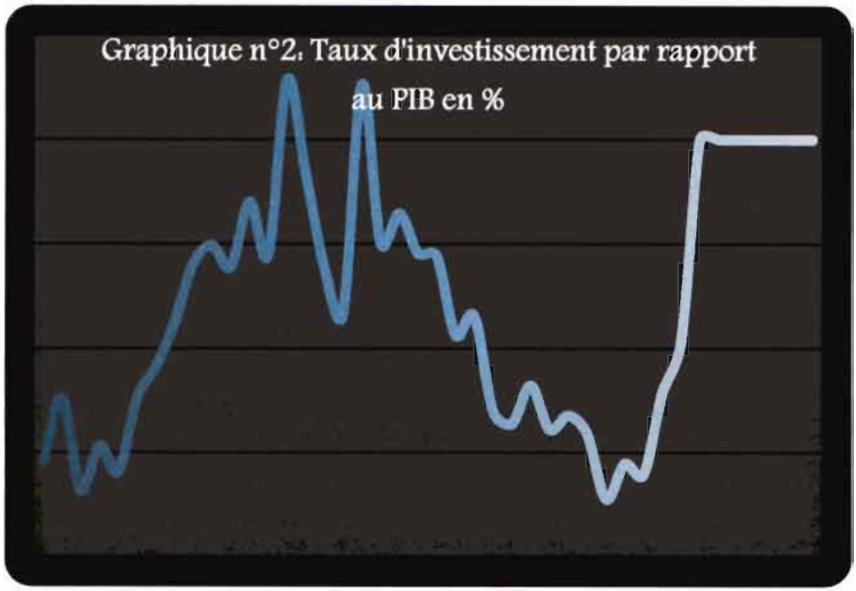
Tableau n°2 : Volume des dons promis lors de la conférence de Genève (2012) en milliards de BIF.

Ressources financières	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Recettes internes, fiscales et non fiscales	**538,6**	**637,5**	**726,1**	**809,7**	**2711,9**
Engagements des bailleurs	**561,5**	**664,2**	**666,7**	**677,6**	**2570**
Appuis budgétaires	111.3	84.8	45.6	48	289,7
Dons Projets	283,7	542,9	431.2	481	1305,9
Autres	166.5	36.5	189.9	148.6	541.5
TOTAL	**1100,1**	**1301,7**	**1392,8**	**1487,3**	**5281,9**

Source : CSLP-II/PAP/CDMT, 2012.

Selon la conférence de Génève (2012) et les engagements des bailleurs faits lors de la conférence sectorielle (2013), le volume des dons requis et consacrés aux programmes de développement se situent à 2 570 milliards de BIF (équivalents à 1,7 milliards de dollars US), soit 48,7% de toutes les ressources requises entre 2012 et 2015. Cependant, il faut noter que les bailleurs ont promis 2,6 milliards de dollars US soit un montant supérieur à celui formulé dans la requête de financement.

De manière générale, l'investissement fait au Burundi est faible et cela est dû au taux de pauvreté élevé qui réduit considérablement l'épargne des ménages. Par conséquent, l'Etat du Burundi sollicité régulièrement un soutien auprès des bailleurs externes pour la reconstruction du pays tant au niveau des infrastructures routières, la construction des barrages hydro-électriques, des écoles et des centres de santé ou hôpitaux. Comparé à la production nationale, estimée à plus de 3,7 milliards de dollars en 2013 (Banque Mondiale, WDI), le taux d'investissement dépasse rarement les 20% comme le montre le graphique suivante.



Source : WB, World Development Indicators, 2013.

Enfin, il faut noter que compte tenu de l'insuffisance des ressources financières, l'Etat Burundais est parfois contraint de s'endetter après dus système financier national, ce qui s'accompagne d'une pression sur les taux débiteurs très élevés (proches de 15% en moyenne annuelle) entraînant par conséquent d'un effet d'éviction. Actuellement, la dette publique intérieure augmente, et cela en fonction du non décaissement des dons promis et engagés.

Tableau n°3 : Volume de la dette publique entre 2007 et 2012 (en milliards de Fbu)

	Montant de la dette publique en Milliards de Fbu					
Créancier /Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012(p)
BRB	182	171	250	253	322	300
Banques de dépôt	33	58	65	107	84	38
CCP	4	8	10	14	14	12
Total	219	237	326	374	420,5	349
TOTAL Dette intérieure	241	272	366	427	513	501
Dette extérieure	**1530,5**	1567,9	561	494,7	480,9	532

Source : BRB, Rapports annuels, 2007-2011 et Bulletin mensuel, Juillet, 2013.

De manière générale, en vertu des accords conclus entre le Burundi et les bailleurs dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés qui se sont accompagnés d'une remise de dette de 833 millions de dollars US en 2009, le pays n'a plus droit à l'endettement externe. Par contre, les déficits chroniques du Budget de l'Etat sont financés par les avances auprès de la BRB et par des ventes de certificats de Trésor. Dans la plupart des cas, l'endettement interne entraîne une hausse des taux d'intérêts et de l'inflation, tous très préjudiciables à l'investissement et à la croissance économique.

Tableau n°4: Part de l'aide au développement dans le financement des investissements publics

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ressources extérieures en milliards de BIF	27.0	58.4	83.7	64.5	81.5	105.9	82.2	35.0	184.4	245.6
Total	33.4	85.0	119.9	84.0	117.8	134.8	126.8	93.3	264.0	342.6
Part en % des dépenses en capital de l'Etat	80.9	68.8	69.8	76.8	69.2	78.5	64.8	37.5	69.8	71.7

Source : BRB, Rapports annuels, 2000 – 2011

3. Présentation du Modèle

Comme l'analyse se fait sur le Burundi sur la période 1985-2013, en fonction de la disponibilité des données statistiques, nous avons privilégié les données de la Banque Mondiale (WDI, 2013) et le modèle utilisé se présenté comme suit :

$$Y_t = a + b\, X_{it} + \varepsilon_t$$

où :

- Y_t est la variable expliquée et mesure le taux d'investissement brut ramené au PIB, soit I/PIB ;
- X contient l'ensemble des variables explicatives proposées comprenant le taux d'ouverture commerciale, la part des secteurs secondaire et tertiaire dans la production nationale, le ratio M2/PIB, une mesure du capital humain et bien d'autres variables

Méthodes d'estimation.

Comme méthode d'estimation, nous privilégions la méthode des moindres carrés ordinaires qui a l'avantage de produire des coefficients non biaisés et efficients, les tests de Fisher et de Student permettent de vérifier la significativité statistique globale et individuelle des coefficients considérés.

Dans une deuxième phase, les résultats issus de cette régression seront intégrés dans un modèle de croissance pour mesurer l'effet des investissements sur la croissance économique en utilisant la méthode instrumenta telle que proposée par Hausman et Taylor.

4. Estimations économétriques et résultats.

Les premiers résultats des estimations utilisant les MCO sont présentés dans le tableau suivant. La variable expliquée est taux d'investissement ramené au PIB (en %) et les variables explicatives sont la part du secteur des services dans le PIB, celle du secteur industriel dans le PIB tous en pourcentage, le taux d'ouverture commerciale, le ratio M2 sur le Pib, un indicateur du capital humain mesuré l'espérance de vie à la naissance et l'investissement direct étranger.

Tableau n°5a : Déterminants des investissements au Burundi

Variable Dépendente: Taux d'Investissment ou Formation du Capital				
Methode : Moindres Carrés Ordinaires				
Période ajustée : 1986 2011				
Nombre d'observations: 26 après ajustement				
Convergence atteinte après 9 itérations				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-105.2144*	23.65197	-4.448442	0.0003
SCEGDP	-0.384503	0.195527	-1.966491	0.0649
MANUFGDP	0.240760	0.259900	0.926357	0.3665
TRADEGDPPC	0.531216*	0.103136	5.150618	0.0001
M2GDP	-0.439389	0.252168	-1.742444	0.0985
LIFEXP	2.550681*	0.615233	4.145880	0.0006
IDE	-0.296384	0.148594	-1.994588	0.0615
AR(1)	-0.446479	0.228240	-1.956187	0.0661
R-squared	0.846775	Mean dependent var		12.56133
Adjusted R-squared	0.787188	S.D. dependent var		6.303348
S.E. of regression	2.907833	Akaike info criterion		5.220353
Sum squared resid	152.1989	Schwarz criterion		5.607460
Log likelihood	-59.86459	F-statistic		14.21064
Durbin-Watson stat	1.896917	Prob(F-statistic)		0.000004
Inverted AR Roots	-.45			

(*) significatifs au seuil de 5%

Ce tableau ci-haut montre que les IDE, la part du secteur industriel et celui des services ne sont pas statistiquement significatives au seuil de 5%, mais les autres variables spécifiées sont significatives, ce qui explique que le modèle est valide avec un test de Fisher qui a une valeur de 14,2 et un R^2 ajusté de 78,7%.

Dans le tableau suivant, nous testons l'influence du taux d'intérêt débiteur sur le taux d'investissement sur la période 1986-2011. Cette variable est ajoutée à côté des autres variables

explicatives. Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau n°5b.

Tableau n°5b : Principaux déterminants des investissements au Burundi.

Dependente Variable: Taux de Formation Brute du Capital sur le PIB				
Methode: MCO				
Sample(adjusted): 1986 2011				
Included observations: 22				
Excluded observations: 4 after adjusting endpoints				
Convergence achieved after 7 iterations				
Variable	Coefficient	Std. Error		Prob.
C	-136.1297*	24.58080		0.0001
SCEGDP	-0.464473*	0.205923		0.0420
MANUFGDP	0.695694*	0.297908		0.0362
TRADEGDPPC	0.646121*	0.097684		0.0000
M2GDP	-0.727197*	0.306591		0.0338
LIFEXP	2.931771*	0.582937		0.0002
IDE	-0.016006	0.231486		0.9459
INTERESTPC	0.336605	0.315757		0.3058
AR(1)	-0.471544*	0.185803		0.0248
R-squared	0.908615	Mean dependent var		13.61961
Adjusted R-squared	0.852378	S.D. dependent var		6.286211
S.E. of regression	2.415261	Akaike info criterion		4.893580
Sum squared resid	75.83531	Schwarz criterion		5.339916
Log likelihood	-44.82939	F-statistic		16.15694
Durbin-Watson stat	2.382884	Prob(F-statistic)		0.000014
Inverted AR Roots	-.47			

(*) significatifs au seuil de 5%.

Les résultats de ce tableau montrent que le taux d'explication du modèle augmente, le R^2 ajusté s'élève à 85% et la statistique de Fisher à 16,2 ; toutes les variables explicatives du modèle sont significatives sauf les IDE et le taux d'intérêt qui vient d'être ajouté. Cela montre bien que le marché des prêts et le système financier ne favorisent pas les investissements, ce qui confirme le classement du Burundi dans le Doing Business à la 170ème place dans l'obtention des prêts. Par contre, le taux d'ouverture commerciale mesurée par la valeur des exportations et des importations sur le PIB a toujours un coefficient élevé et très significatif, au seuil de 5 %. Cela démontre que le taux d'ouverture financière est associé à l'ouverture commerciale.

Conclusion

Le Burundi vient de sortir d'une guerre civile et d'une instabilité qui ont duré plus de 10 ans entre 1993 et 2003 et il a fallu les élections de 2005 pour voir se dessiner petit à petit un climat favorable aux affaires soutenu par l'aide au développement. Celle-ci a permis de soutenir le capital humain à travers les programmes de scolarisation gratuite ou de gratuité de soins santé. Par conséquent, cette variable est corrélée de manière significative avec le taux d'investissement. Il faut note que le taux d'ouverture commerciale explique de manière significative le taux d'investissement. Par contre, le taux d'intérêt débiteur n'explique pas statistiquement l'investissement, ce qui se confirme avec le classement du Doing Business qui range le Burundi à la 170ème place au niveau des prêts.

En conclusion, le Burundi fait des progrès, en se classant au 140ème rang (2014[i]) même si le climat des affaires n'est pas encore très propice aux investissements privés ; les taux d'intérêts sont toujours élevés et le système financier n'est pas ouvert à une diversité de prêts, mais les avancées au niveau de la création sont perceptibles.

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NIYONGABO Gilbert, Promotion des investissements, aide au développement et croissance économique au Burundi, pp. 269-290, Cahiers du CURDES n° 14, Juin 2014.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr